



CHAPITRE 125

Loi concernant la commission scolaire de
Pointe-Claireville, dans le comté de
Jacques-Cartier

[Sanctionnée le 30 janvier 1953]

Préam-
bule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pointe-Claireville, dans le comté de Jacques-Cartier ont, par leur pétition, représenté que les revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de l'école et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe
d'éduca-
tion.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pointe-Claireville, dans le comté de Jacques-Cartier peuvent, par résolution, imposer et prélever, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88 et ses amendements) sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisé pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés, dans les limites actuelles de la ville de Pointe-Claire ou dans tout

CHAPTER 125

An Act respecting the school commission
of Pointe-Claireville, in the county of
Jacques-Cartier

[Assented to, the 30th of January, 1953]

Preamble.

WHEREAS the school commissioners for the school municipality of Pointe-Claireville, in the county of Jacques-Cartier have, by their petition, represented that the revenues are insufficient to meet the requirements of the school and that it has become necessary to increase them;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education
tax.

1. The school commissioners for the school municipality of Pointe-Claireville, in the county of Jacques-Cartier may, by resolution, impose and levy, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments) on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased, within the present limits of the town of Pointe-Claire or within any other territory which may be annexed to the school

autre territoire qui pourrait être annexé à la commission scolaire.

Prélèvement, etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses amendements.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same exemptions and with the same exemptions and the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments.

Conventions.

3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipulations.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Droits dévolus.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and actions for infringement of this act.

Dispositions applicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus 1941 et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Partage.

5. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pointe-Claireville, dans le comté de Jacques-Cartier, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-de-Chantal, dans le comté de Jacques-Cartier, et les commissions scolaires ou bureaux de syndics protestants, au *pro rata* du nombre d'enfants âgés de cinq (5) à seize (16) ans de chacune des dénominations religieuses, catholiques romaines et protestantes fréquentant une école des dites corporations scolaires et résidant

5. The annual revenue derived from the said tax shall be shared between the school commissioners for the school municipality of Pointe-Claireville, in the county of Jacques-Cartier, the school commissioners for the school municipality of Sainte-Jeanne-de-Chantal, in the county of Jacques-Cartier, and the Protestant school boards or boards of protestant trustees, in the proportion of the number of children from five (5) to sixteen (16) years of age of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant attending a school of the said corporations

dans les limites actuelles de la ville de Pointe-Claire. and residing within the actual boundary of the town of Pointe-Claire.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.